



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2019-2020 / Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2019-2020



Canada 

ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act* 2019-2020 (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2019-2020

ISSN 2563-3090

Titre-clé : Rapport annuel 2019-2020 concernant la *Loi sur l'accès à l'information* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Variante du titre : Annual report on the *Access to Information Act* 2019-2020

© Her Majesty the Queen in Right of Canada 2020 as represented by the Canada Energy Regulator

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact:

Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.

Calgary, Alberta T2R 0A8

Fax: 403-292-5503

Phone: 403-292-4800

1-800-899-1265

Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2020 représentée par la Régie de l'énergie du Canada

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues officielles, sur supports multiples. Il est possible d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :

Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.

Calgary (Alberta) T2R 0A8

Télécopieur : 403-292-5503

Téléphone : 403-292-4800

1-800-899-1265

Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2019-2020

ABOUT THE CANADA ENERGY REGULATOR

The Canada Energy Regulator is the country's new federal energy regulator established in the summer of 2019. It regulates pipelines, energy development and trade in the public interest with safety as its primary concern. The Minister of Natural Resources is responsible for this organization.

The Canada Energy Regulator (CER) was established by Parliament to regulate, among other things, the construction, operation and abandonment of pipelines that cross provincial or international borders; international power lines and designated interprovincial power lines; imports of natural gas and exports of crude oil, natural gas liquids, natural gas, refined petroleum products, and electricity; and oil and gas exploration and production activities in certain areas. The CER is also charged with providing timely, accurate and objective information and advice on energy matters.

For more information about the CER please visit our website at: www.cer-rec.gc.ca.

Rapport annuel concernant *la Loi sur l'accès à* *l'information* 2019-2020

À PROPOS DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

La Régie de l'énergie du Canada est le nouvel organisme de réglementation de l'énergie fédéral, établis l'été 2019. Il régleme les pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie, dans l'intérêt public canadien, en plaçant la sécurité au cœur de ses préoccupations. L'organisation relève du ministre des Ressources naturelles.

La Régie de l'énergie du Canada (la Régie) a été créé par le Parlement pour réglementer notamment la construction, l'utilisation et la cessation d'exploitation de pipelines qui franchissent des frontières provinciales ou internationales, de lignes internationales de transport d'électricité et de lignes interprovinciales désignées, les importations de gaz naturel et les exportations de pétrole brut, de liquides de gaz naturel, de gaz naturel, de produits pétroliers raffinés et d'électricité, ainsi que des activités d'exploration ou de production pétrolières et gazières dans certaines régions. Il lui incombe par ailleurs de diffuser de l'information à jour, exacte et objective sur l'énergie et de fournir des conseils sur des questions énergétiques.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son site Web à l'adresse www.cer-rec.gc.ca.

THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The Access to Information Act (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions.

In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 94 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2019-2020.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 94 of the Act.

1. Statistical Report and Interpretation

I. Requests received under *Access to Information Act*

In 2019-2020, the CER received 40 requests under the Act. This is double the number of requests received in the previous reporting period.

The CER also received 55 informal requests, completing 49 during the reporting period. A total of 47 informal requests were for previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” posted on Canada’s Open Government site.

LOI SUR L’ACCÈS À L’INFORMATION

La *Loi sur l’accès à l’information* (la Loi) accorde au public canadien un droit d’accès à l’information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées.

Conformément à l’article 94, le responsable de chaque institution fédérale est tenu de présenter au Parlement un rapport annuel sur l’administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Les rapports annuels sont déposés devant le Parlement conformément à l’article 94 de cette même loi. Le présent rapport décrit comment la Régie de l’énergie du Canada a assumé ses responsabilités en matière d’accès à l’information durant l’exercice 2019-2020.

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est produit et déposé devant le Parlement conformément à l’article 94 de la Loi.

1. Rapport statistique et interprétation

I. Demandes reçues au titre de la *Loi sur l’accès à l’information*

En 2019-2020, la Régie a reçu 40 demandes au titre de la Loi. Il s’agit du double du nombre de demandes reçues au cours de l’exercice précédent.

La Régie a également reçu 55 demandes non officielles et en a traité 49 au cours de la période visée. De ces demandes non officielles, 47 concernaient des documents publiés précédemment conformément à la *Loi*, dans la section Demandes d’accès à l’information complétées du site Web du Gouvernement ouvert.

For requests closed during the reporting period, the CER processed a total of 5,463 pages and disclosed 3,244 pages to requesters. This represents a significant decrease from the number of pages processed last fiscal year. Despite the drastic reduction in the number of pages processed, the ATIP Office’s workload remained relatively constant as the number of requests and informal requests doubled from fiscal year 2018-19.

Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, précisons que la Régie a examiné 5 463 pages au total et en a communiqué 3 244 aux demandeurs. Cela représente une diminution importante par rapport au nombre de pages traitées à l’exercice précédent. Malgré la réduction considérable du nombre de pages traitées, la charge de travail du bureau de l’AIPRP est demeurée relativement constante, le nombre de demandes et de demandes informelles ayant doublé par rapport à l’exercice 2018-2019.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 34 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 676 pages for these consultations.

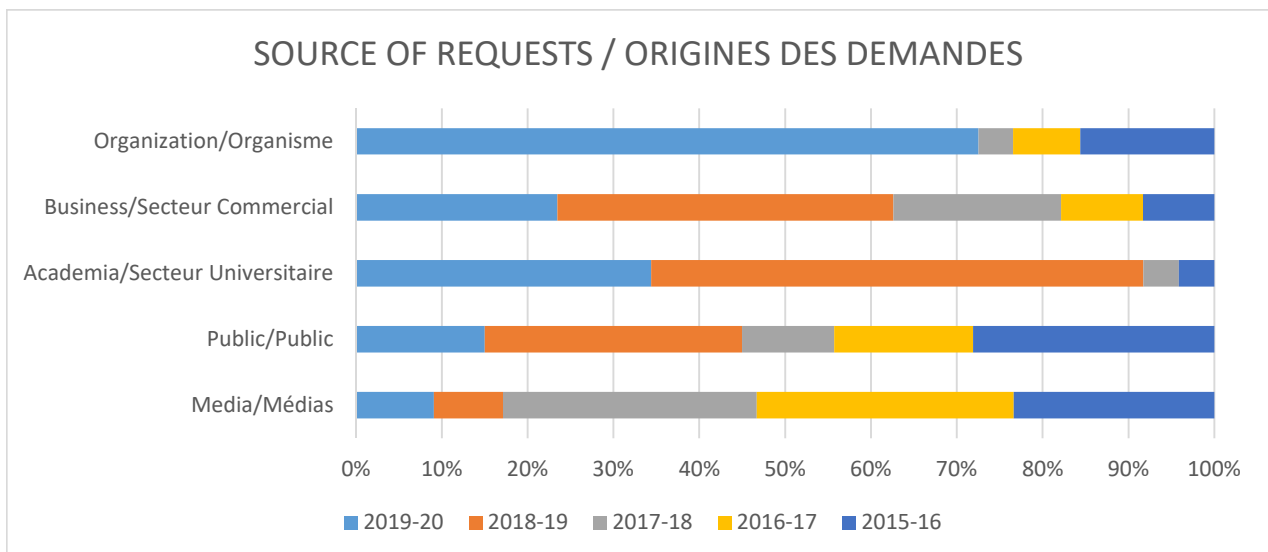
La Régie a été consultée à 34 reprises par d’autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers reliés à ses activités. Elle a examiné 676 pages pour ces consultations.

II. Source of requests

II. Origine des demandes

The CER observed an increase in the number of requests received. The most frequent types of requesters in 2019-20 were organization (32.5 percent), followed by media (22.5 percent) and business, public and academia (15 percent each).

La Régie a remarqué une croissance des demandes reçues. En 2019-2020, les demandes sont provenues le plus souvent d’organisme (32,5 %), suivi des médias (22,5 %), suivi du secteur commercial, du public et du secteur universitaire (15 %).



III. Disposition of closed requests

In 2019-20, the CER closed 38 requests. This represents an increase from the 22 requests closed in 2018-19. Of the 38 requests closed during the reporting period, records for 3 were fully disclosed, while records for 18 were disclosed in part. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Of the remaining 17 requests, 1 was abandoned by the applicant, 11 were transferred and 5 had no records associated with them.

IV. Exemptions or exclusions invoked

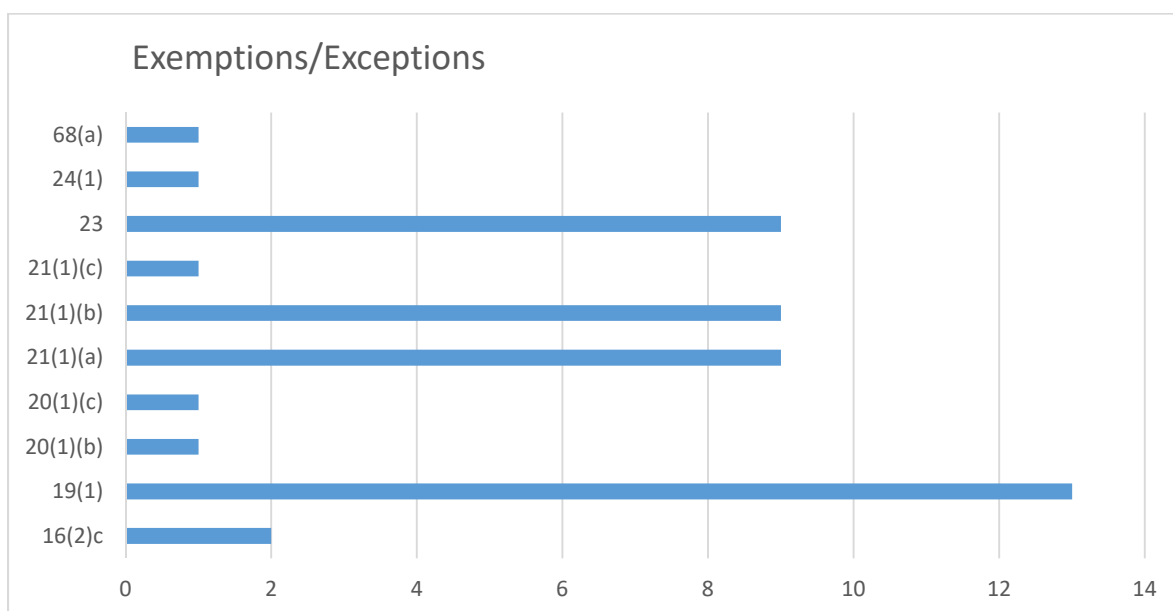
Most of the exemptions invoked by the CER in 2019-20 fell under three sections of the Act: subsection 19(1), which protects personal information; paragraphs 21(1)(a), and (b), which protect advice, recommendations and the deliberation process of public servants; and section 23, which protects solicitor-client privileged information.

III. Dossiers fermés

En 2019-2020, la Régie a fermé 38 dossiers. Cela représente une augmentation par rapport aux 22 dossiers fermés en 2018-2019. Les documents de 3 des 38 dossiers fermés pendant la période visée ont été entièrement divulgués, tandis que les documents de 18 d'entre eux ont été communiqués en partie. Les documents pertinents d'aucune demande n'ont été exemptés complètement. Des 17 autres demandes, une a été abandonnée par la personne qui l'avait soumise, 11 ont été transférée et 5 n'étaient reliées à aucun document.

IV. Exceptions ou exclusions invoquées

La plupart des exceptions invoquées par la Régie en 2019-2020 visaient trois articles de la Loi : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; les alinéas 21(1)a), et b), qui protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires; l'article 23, qui protège le secret professionnel des avocats.

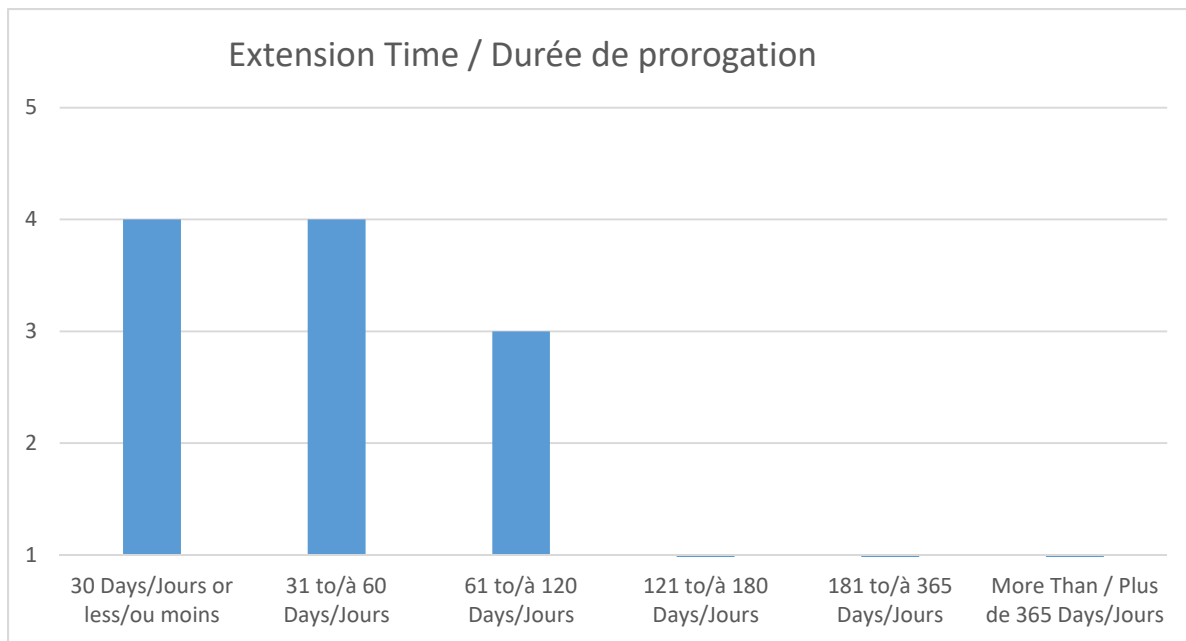


V. Extensions

Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2019-20, the CER invoked extensions on 11 occasions, or on about 29% of files, compared to 55% in the previous year. In 2 of the cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 7 of these cases, an extension was required for consultation within a government institution, with other government institutions or with other levels of government. A further 2 extensions were invoked since searches through large volumes of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations. All of the 11 extensions, were for 120 days or less.

V. Prorogation

L'article 9 de la Loi permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2019-2020, la Régie a obtenu 11 prorogations, soit pour environ 29 % des dossiers, comparativement à 55 % l'année précédente. Dans 2 de ces cas, une prorogation était nécessaire pour aviser des tiers. Dans 7 de ces cas, une prorogation était requise pour consulter une institution gouvernementale ou encore d'autres établissements ou ordres de gouvernement. Deux autres délais ont été prorogés parce qu'il fallait effectuer des recherches dans un grand nombre de documents et qu'il était impossible de respecter la date limite originale sans entraver le fonctionnement de la Régie. Tous les onze délais ont été repoussés de 120 jours ou moins.



II. Costs

During 2019-2020, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$284,682 in salary costs and \$0 in goods and services costs to administer the Act.

During the COVID-19 pandemic work continued from home with minimal disruption and a slight increase in processing time.

See annex A for further statistical information.

2. Practices and procedures

I. CER Structure

Access to information requests at the CER are processed by the ATIP Office, which reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, as the ATIP Coordinator.

Access to information requests are now received primarily through two channels; through the mail or the ATIP Online Request Service (AORS), which was established in late 2018. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Information Management department and then forwarded to the ATIP Office.

The CER was among the first departments to onboard to the AORS. Two of the three privacy requests submitted in 2019-2020 were received via this new service.

As of the end of 2019-2020, the CER has 5 full-time employees, who allocate a portion of their time to activities related to the Act. This includes one Senior ATIP Officer, two ATIP Officers, an Administrative Assistant and a Director.

II. Coûts

Au cours de 2019-2020, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP ») de la Régie a engagé des coûts de 284 682 \$ en salaires et de 0 \$ en biens et services pour appliquer la Loi.

Pendant la pandémie de la COVID-19, le travail s'est poursuivi de la maison; les perturbations ont été minimales et les délais de traitement ont subi une légère augmentation.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe A.

2. Pratiques et méthodes

I. Structure de la Régie

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'AIPRP, qui relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur.

Les demandes d'accès à l'information sont envoyées principalement par la poste et par le service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne, mis sur pied vers la fin de 2018. Les demandes qui arrivent par la poste sont enregistrées dans le système de gestion de des dossiers de la Régie par l'équipe de la gestion de l'information, puis elles sont acheminées au bureau de l'AIPRP.

La Régie a été parmi les premiers à s'inscrire au service AIPRP en ligne. Deux des trois demandes de communication de renseignements personnels présentées en 2019-2020 ont été envoyées par ce service.

A la fin de 2019-2020, cinq employés à plein temps de la Régie consacrent une partie de leur temps à des activités reliées à la Loi. Cela comprend un agent principal et deux agents d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels ainsi qu'une adjointe administrative et un directeur.

II. CER ATIP Training

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office.

In addition to promoting access to information awareness through in-person meetings, and online training, the ATIP Office also delivered a number of well-received internal presentations on ATIP as part of its training program.

During 2019-2020, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – I015 course offered by the Canadian School of Public Service (CSPS).

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was also offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the CER reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email, PowerPoint presentation, ATIP Tip Sheets, etc.) towards improving its training and communications with leadership and staff.

Specifically, new materials were developed, which aimed to better connect the legislation with the day-to-day work of employees. This was achieved by providing practical examples of typical CER documents to staff, and showing them how the Act applies in different circumstances. Extended Q&A sessions with staff helped reinforce the information conveyed, and demonstrated the level of interest in understanding this information.

II. Formation à l'AIPRP offerte par la Régie

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue d'accorder un intérêt particulier à la formation.

En plus de promouvoir l'accès à l'information lors de rencontres en personne et la formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a donné des présentations internes, qui ont été bien accueillies, dans le cadre de son programme de formation.

En 2019-2020, la Régie a continué de demander à tous ses employés et entrepreneurs de suivre un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (I015), offert par l'École de la fonction publique.

Une formation spécialisée relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et à la *Loi sur l'accès à l'information* a en outre été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique, la Régie a revu sa documentation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentation PowerPoint, feuille d'astuces, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications à l'intention de la direction et du personnel.

Du nouveau matériel a été élaboré de façon à mieux établir le lien entre la loi et le travail quotidien des employés, avec des exemples pratiques de documents types de la Régie et des explications montrant comment la Loi s'applique dans différentes circonstances. Des séances prolongées de questions et réponses ont renforcé l'information transmise et démontré que le personnel était intéressé à comprendre.

The ATIP Office anticipates that increased awareness of the Act amongst employees will improve their ability to collect records, help them better identify information for potential redaction, and enable them to better support the ATIP Office's processing of requests. The ultimate goal being release packages that are responsive to requesters.

Training also focused heavily on employees' obligations under the *Privacy Act* with respect to protection of personal information. This was a considerable focus area for the ATIP Office this year, in light of an uptick in privacy breaches. In this regard, the CER also reviewed its internal privacy breach procedures and practices to ensure staff are aware of their obligations in the event of a privacy breach. The CER has adopted TBS' privacy breach management procedures, and utilizes the available suite of tools to assist in managing breaches.

For 2020-21, the ATIP Office is planning additional activities to raise awareness around ATIP and best practices, all towards improving the CER's processing of requests. These activities will build on the previous "ATIP Tip of the Week" campaign, which started in 2016-17, where each week a new ATIP tip was posted on the screensavers of all CER staff. New screensaver tips have been developed and will be rolled out later this year. The CER looks forward to reporting on these activities in next year's report.

The CER's ATIP Officers received training by attending conferences/webinars offered by the Treasury Board's Information and Privacy Policy Department, as well as attending the Canadian Access and Privacy Association yearly conference held in Ottawa in November 2019. The ATIP Office also participated in this year's Right to Know week.

Le bureau de l'AIPRP prévoit que la sensibilisation accrue des employés améliorera leur capacité à recueillir des documents, les aidera à mieux cerner l'information pouvant être caviardée et leur permettra de mieux appuyer le traitement des demandes. En fin de compte, le but est de communiquer des documents qui répondent aux besoins des demandeurs.

La formation a aussi beaucoup porté sur les obligations des employés qui sont prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Cet aspect a occupé considérablement le bureau de l'AIPRP cette année, compte tenu de la l'augmentation des atteintes à la vie privée. La Régie a aussi revu ses méthodes et pratiques internes pour s'assurer que le personnel connaît bien ses obligations en cas d'atteinte à la vie privée. La Régie a adopté la méthode de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor, et il utilise les outils disponibles pour ce faire.

En 2020-2021, le bureau de l'AIPRP planifie des activités de sensibilisation supplémentaires relatives à l'AIPRP et aux pratiques exemplaires, dans le but d'améliorer le traitement des demandes par la Régie. Ces activités miseront sur la campagne AIPRP précédente, commencée en 2016-2017, au cours de laquelle un petit conseil était affiché chaque semaine sur l'économiseur d'écran des ordinateurs de tout le personnel de la Régie. De nouveaux conseils ont été créés et seront affichés plus tard cette année. La Régie exposera ces activités dans le rapport de l'année prochaine.

Les agents de l'AIPRP à la Régie ont assisté à des conférences et webinaires offerts par la Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de même qu'au congrès annuel de l'Association canadienne d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, tenu à Ottawa en novembre 2019. De plus, le bureau de l'AIPRP a participé cette année à la Semaine canadienne du droit à l'information.

III. CER Policies & Tools

Documentation and training materials on the CER ATIP program are being updated and will be made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER adopted Treasury Board's privacy breach management guidelines and is actively exploring opportunities to further integrate this approach into the processes. Other potential policy and process improvements are actively being explored that will support the ATIP Office in carrying out its mandate, and it is anticipated that several policies will be finalized over the next fiscal year.

The CER continued to examine its ATIP procedures this year. This was an effort to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

During the reporting period, the ATIP Office also continued to support enhanced proactive disclosure of information to the public. The goal is to provide all relevant information related to CER activities in a manner that is clear and transparent.

III. Politiques et outils de la Régie

La documentation et le matériel de formation sur le programme de l'AIPRP à la Régie sont mis à jour et seront accessibles à partir du site intranet, qui renferme aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a adopté les lignes directrices sur les atteintes à la vie privée du Conseil du Trésor et il cherche activement à intégrer cette démarche à ses processus. D'autres améliorations pourront être apportées aux politiques et aux processus en vue d'aider le bureau de l'AIPRP à s'acquitter de son mandat. Plusieurs politiques devraient d'ailleurs être terminées au cours du prochain exercice financier.

La Régie a poursuivi l'examen de ses modalités. Il voulait ainsi continuer d'améliorer ses procédés et cerner les possibilités de réaliser des économies dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

En tant qu'organisme qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la Loi. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et précises.

Pendant la période visée par le rapport, le bureau de l'AIPRP a continué de soutenir l'amélioration de la divulgation proactive d'information au public. Le but est de transmettre toute l'information pertinente sur les activités de la Régie de manière claire et transparente.

3. Delegation of authority

The Governor in Council has designated the NEB Chair and CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Act. The Chair and CEO had historically delegated this authority. With the change to the CER Act the delegated authority is now the CER CEO.

The ATIP Office is under the VP, Data and Information Management and authority has been permanently delegated.

This year, the Chair and CEO took steps to increase operational efficiency, improve the CER's ability to respond to ATIP requests in a timely manner, and minimize disruption to the exercising of this authority. Under the current set of orders, there are three individuals that have been delegated full authority under the Act, instead of the previous one. They are: the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), and the VP, Projects and Director, Access to Information and Privacy (alternate ATIP Coordinators). From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation orders.

4. Compliance

The CER achieved a compliance rating of 89.5% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2019-20, this is a substantial improvement over the previous year. The CER's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and quality of information released.

With regards to timeliness, the ATIP Office regularly communicates progress updates to the ATIP Coordinator through the ATIP Director. The ATIP Director receives the status of all active requests weekly.

3. Délégation de pouvoirs

Le gouverneur en conseil a désigné le président et premier dirigeant de l'Office pour exercer les pouvoirs, s'acquitter des devoirs et remplir les fonctions prévus dans la *Loi*. Toutefois, ces pouvoirs ont de tout temps été délégués par le président et premier dirigeant. Avec la *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* le premier dirigeant de la Régie exerce maintenant ces pouvoirs.

Le bureau de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information et les pouvoirs ont été délégués de façon permanente.

Cette année, le président et premier dirigeant a pris des mesures visant à accroître l'efficacité opérationnelle, à améliorer la capacité de la Régie à répondre aux demandes d'AIPRP en temps opportun, et à réduire au minimum les perturbations à cet égard. Il y a maintenant trois personnes à qui les pouvoirs ont été pleinement délégués, au lieu d'une seule comme c'était le cas auparavant. Ces trois personnes sont le vice-président de la gestion des données et de l'information (premier coordonnateur de l'AIPRP), le vice-président des projets ainsi que le directeur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). Du point de vue opérationnel, la délégation de ces pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

L'annexe B renferme une copie des ordonnances de délégation de pouvoirs.

4. Conformité

En 2019-2020, la Régie a traité 89,5 % des demandes reçues dans les délais prescrits par la *Loi*. Il s'agit d'une amélioration considérable par rapport à l'exercice précédent. Le bureau de l'AIPRP de la Régie continuera de s'efforcer d'améliorer les taux de conformité et la qualité de l'information diffusée.

Le bureau de l'AIPRP communique régulièrement les progrès réalisés dans le traitement des demandes au coordonnateur, par l'entremise du directeur. Ce dernier reçoit un compte rendu hebdomadaire de toutes les demandes actives.

5. Complaints and appeals to the Federal Court

During 2019–20, there was one complaint registered with the Office of the Information Commissioner. As always, the CER will continue to work closely with the Office of the Information Commissioner to resolve complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2019–20.

6. Reporting on fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The Service Fees Act requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

With respect to fees collected under the *Access to Information Act*, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority: Access to Information Act
- Fee amount: \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$165 in 2019-2020
- Fees waived: \$25 in 2019-2020

In accordance with the Interim Directive on the Administration of the *Access to Information Act*, issued on May 5, 2016, and the changes to the *Access to Information Act* that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7(1)(a) of the Regulations.

During 2019-2020, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$284,682 in salary costs and \$0 in goods and services costs to administer the Act.

5. Plaintes et appels à la Cour fédérale

En 2019-2020, une nouvelle plainte a été déposée devant le Commissariat à l'information du Canada. La Régie continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada en 2019-2020.

6. Rapports sur les frais aux fins de la *Loi sur les frais de service*

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Autorité: *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant du frais : 5 \$ pour une demande d'accès à l'information
- Total des revenus : 165 \$ en 2019-20
- Frais dispensés : 25 \$ en 2019-20

Conformément à la *Directive provisoire concernant l'administration de la Loi sur l'accès à l'information* publiée le 5 mai 2016, et les changements à la loi entré en vigueur le 21 juin 2019, la Régie d'énergie du Canada dispense de tous les frais prévus par la *Loi* et le Règlement, à l'exception des frais de présentation de 5 \$ prévus à l'alinéa 7(1)a) du Règlement.

Au cours de 2019-2020, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP ») de la Régie a engagé des coûts de 284 682 \$ en salaires et de 0 \$ en biens et services pour appliquer la Loi.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2019-04-01 to 2020-03-31

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	40
Outstanding from previous reporting period	10
Total	50
Closed during reporting period	38
Carried over to next reporting period	12

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	9
Academia	6
Business (private sector)	6
Organization	13
Public	6
Decline to Identify	0
Total	40

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
18	11	7	9	2	1	1	49

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Section 2: Decline to act on vexatious, made in bad faith or abuse of right requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	0
Total	0
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	1	2	0	0	0	0	3
Disclosed in part	2	6	2	4	2	0	2	18
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	1	3	1	0	0	0	0	5
Request transferred	0	11	0	0	0	0	0	11
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Decline to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	21	5	4	2	0	2	38

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	2	18(d)	0	21(1)(a)	9
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	9
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	13	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	9
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	1	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	1
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	1	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0	* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities					

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	1	69(1)	0	'69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	'69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	'69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	'69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	'69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	'69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	'69.1(1)	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
7	14	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
5463	3244	22

3.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	3	18	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	7	227	7	844	2	731	2	1424	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11	245	7	844	2	731	2	1424	0	0

3.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	1	0	0	1	2
Disclosed in part	5	0	3	1	9
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	6	0	3	2	11

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	34
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	89.5

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
4	0	3	1	0

3.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timeline Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	1	0	1
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	1	1
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	2	2
Total	1	3	4

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Extensions

4.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	1	0	1	0
Disclosed in part	1	0	6	2
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

4.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	3	0
31 to 60 days	1	0	2	1
61 to 120 days	0	0	2	1
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

Section 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal representations	Section 37 Reports of finding received	Section 37 Reports of finding containing recommendations issued by the Information Commissioner	Section 37 Reports of finding containing orders issued by the Information Commissioner
1	0	1	0	0	0

Section 9: Court Action

9.1 Court actions on complaints received before June 21, 2019 and on-going

Section 41 (before June 21, 2019)	Section 42	Section 44
0	0	0

9.2 Court actions on complaints received after June 21, 2019

Section 41 (after June 21, 2019)				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Resources Related to the Access to Information Act

10.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$284,682
Overtime	\$0
Goods and Services	\$0
• Professional services contracts	\$0
• Other	\$0
Total	\$284,682

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	3.50
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	3.50

Note: Enter values to two decimal places.

2019-2020 Supplemental Statistical Report – Requests affected by COVID-19 measures

In addition to completing the forms for the Statistical Reports on the ATIA and Privacy Act for 2019-20, institutions are asked to complete this Supplemental Report to help identify the impact of COVID-19 measures on institutional performance for 2019-20 and going forward. The data requirements are set out in the tables below.

Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act*

The following table reports the total number of formal requests received during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 1 – Requests Received

		Column (Col.) 1
		Number of requests
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13	39
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	1
Row 3	Total¹	40

¹ – Total for Row 3 should equal the total in the ATI Statistical Report section 1.1 Row 1

The following table reports the total number of requests closed within the legislated timelines and the number of closed requests that were deemed refusals during two periods 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 2 – Requests Closed

		Col. 1	Col. 2
		Number of requests closed within the legislated timelines	Number of requests closed past the legislated timelines
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting periods	34	4
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	0	0
Row 3	Total²	34	4

² – Total for Row 3 Col. 1 should equal the total in the ATI Statistical Report section 3.6.1 Row 1 -- Total for Row 3 Col. 2 should equal the total in the ATI Statistical Report section 3.7.1. Col. 1 Row 1

The following table reports the total number of requests carried over during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 3 – Requests Carried Over

		Col. 1
		Number of requests
Row 1	Requests received from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting period that were carried over to the 2020-2021 reporting period	11
Row 2	Requests received from 2020-03-14 to 2020-03-31 that were carried over to the 2020-2021 reporting period	1
Row 3	Total³	12

³ – Total for Row 3 should equal the total in the ATI Statistical Report section 1.1 Row 5



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2019 au 3/31/2020

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	40
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	10
Total	50
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	38
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	12

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	9
Secteur universitaire	6
Secteur commercial (secteur privé)	6
Organisation	13
Public	6
Refus de s'identifier	0
Total	40

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
18	11	7	9	2	1	1	49

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite à une demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	1	2	0	0	0	0	3
Communication partielle	2	6	2	4	2	0	2	18
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	3	1	0	0	0	0	5
Demande transférée	0	11	0	0	0	0	0	11
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	21	5	4	2	0	2	38

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	2	18(d)	0	21(1)(a)	9
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	9
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	13	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	9
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)(b)	1	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	1
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	1	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68(a)	1	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
7	14	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
5463	3244	22

3.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	3	18	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	7	227	7	844	2	731	2	1424	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11	245	7	844	2	731	2	1424	0	0

3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	1	0	0	1	2
Communication partielle	5	0	3	1	9
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	6	0	3	2	11

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	34
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	89.5

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entravene au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
4	0	3	1	0

3.7.2 Demandes fermées au-dela des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	1	0	1
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	1	1
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	2	2
Total	1	3	4

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)(c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	1	0	1	0
Communication partielle	1	0	6	2
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)(c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	1	0	3	0
31 à 60 jours	1	0	2	1
61 à 120 jours	0	0	2	1
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

Section 7 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
1	0	1	0	0	0

Section 9: Recours judiciaire

9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

10.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$284,682
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$284,682

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	3.50
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	3.50

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

Rapport statistique supplémentaire 2019-2020 – Demandes affectées par les mesures liées à la COVID-19

En plus de devoir remplir les formulaires pour les rapports statistiques sur la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) pour 2019-2020, les institutions sont priées de remplir ce rapport supplémentaire afin de déterminer l'incidence des mesures liées à la COVID-19 sur le rendement institutionnel pour l'exercice financier de 2019-2020 et au-delà. Les exigences en matière de données sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes officielles reçues au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 1 – Demandes reçues

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13	39
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	1
Ligne 3	Total¹	40

¹ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LAI.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes fermées dans les délais prévus par la loi et le nombre de demandes fermées en présomption de refus au cours des deux périodes allant du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 2 – Demandes fermées

		Colonne 1	Colonne 2
		Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées après les délais prévus par la loi
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et en suspens à la fin des périodes d'établissement de rapports précédentes	34	4
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	0	0
Ligne 3	Total²	34	4

² – Le total de la ligne 3, colonne 1 doit correspondre au total indiqué à la section 3.6.1 du Rapport statistique sur la LAI -- Le total de la ligne 3, colonne 2 doit correspondre au total indiqué à la section 3.7.1 du Rapport statistique sur la LAI. Colonne 1, ligne 1.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes reportées au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 3 – Demandes reportées

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Demandes reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et demandes en suspens à la fin de la période d'établissement de rapports précédente qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	11
Ligne 2	Demandes reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31 qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	1
Ligne 3	Total ³	12

³ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 5 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LAI.

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de delegation de pouvoirs

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Delegation of Authority pursuant to
the Access to Information Act
and the Privacy Act**

I, the Chair and CEO of the National Energy Board, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*¹ and section 73 of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chair and CEO of the National Energy Board under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 17th day of December 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chair and CE

¹ RSC 1985, c A-1

² RSC 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act</i> and Regulations	<i>Privacy Act</i> and Regulations
Vice-President, Data and & Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, Projects	Full authority	Full authority
Director, Access to Information and Privacy	Full authority	Full authority

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant lesdits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investi, à titre de président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 17 décembre 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Président et premier dirigeant

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président de la gestion de l'information et des données	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président des projets	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur de l'accès à l'information	Autorité absolue	Autorité absolue



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the Access to Information Act and the Privacy Act

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*¹ and section 73 of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 28th day of August 2019.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chief Executive Officer

¹ RSC 1985, c A-1

² RSC 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act</i> and Regulations	<i>Privacy Act</i> and Regulations
Vice-President, Data & Information Management	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Vice-President, Energy Adjudication	Full authority	Full authority



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de chef de la Direction de la réglementation de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant lesdits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investi, à titre de chef de la Direction de la réglementation de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 28 août 2019.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Chef de la Direction

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, processus décisionnel	Autorité absolue	Autorité absolue